

Le détail des suppressions d'emplois à la DGFIP pour **2013 (2023 « Equivalent Temps Plein Travaillé » + 39 au titre des transferts entre programmes soit 2062 contre 2 441 en 2012)** sera présenté aux organisations syndicales pour le CTR du 27 Novembre 2012.

Notre Directeur Général est tout de même fier d'annoncer que le volume de suppressions d'emplois est en baisse de 17% par rapport l'année 2012 et de 24 % par rapport à 2011 !

Mais de qui se moque t'on ? Depuis 10 ans, ce sont plus de 26 000 emplois perdus dans notre administration aujourd'hui fusionnée.

**Déclinaison des suppressions d'emplois sur le territoire national : -37A+, -45A, -23B, -1957C.**

Selon les remarques contenues dans les documents remis aux OS, « toutes les catégories d'emplois connaissent une évolution nette négative » ; « pour la première fois, le volume des cadres supérieurs diminue », « et la diminution nette des emplois de la catégorie C est contenue à un volume inférieur à 2000 ETPT alors qu'elle était supérieure à 3000 en 2012 ».

Pour mémoire, lors de son passage éclair dans le Nord, le Directeur Général s'était « ému » du lourd tribut payé par la catégorie C et avait annoncé une répartition plus « équitable » des suppressions d'emplois entre les catégories.

**Peut être s'attend il à ce que les agents lui décernent un satisfecit ?**

Déterminer des prélèvements d'emplois au prétexte des gains de productivité, des simplifications, alors que rien ne permet de les justifier, excepté de répondre à la commande politique.

### 1 ) les suppressions d'emplois

	A+	A	B	C	TOTAL
Directions départementales	-49	-331	-581	-824	-1785
Directions spécialisées		-21	-28	-50	-99
Informatique (SSI+DiSI)	-1	-3	-26	-85	-115
Services centraux et assimilés (hors SSI) *	-9	-22	-23	-9	-63
<b>TOTAL</b>	<b>-59</b>	<b>-377</b>	<b>-658</b>	<b>-968</b>	<b>-2062</b>

### 2 ) les transformations réalisées dans le cadre du plan de qualification ministériel

Dans l'attente de la validation du plan de qualification ministériel (PQM) pour 2013, ce sont les données du PQM 2008 qui ont été reprises à titre provisionnel. Lorsque le volume du PQM pour 2013 sera connu, des ajustements seront opérés.

	A+	A	B	C
C en B			990	-990
B en A		355	-355	
A en ldiv expert	22	-22		
Total	22	333	635	-990

## **Pour le Nord, la saignée se monte à 60 emplois nets (-2A+, +7A, +6B, -71C).**

Avec tout ce que cela engendre en terme de conditions de travail, de possibilités (ou plutôt désormais, d'impossibilités) de mutation, mais également de droit à la stabilité sur un poste.

Les collègues concernés par ces suppressions d'emplois, et qui étaient affectés sur un poste fixe, se retrouvent désormais dans la précarité la plus totale.

Comment leur expliquer qu'au nom de téléIR, de TéléTVA, de l'achèvement du déploiement des CPS, de la dématérialisation du paiement des produits locaux, de la mise en place des centre de traitement des chèques, des gains de productivité réalisés dans les services facturiers (SFACT) et dans les CSP CHORUS du bloc 3 ..., son poste est supprimé alors que comme tous les agents, il est submergé par les tâches supplémentaires, conséquences des fusions, de la polyvalence...

**Rappelons à ce propos que depuis 2002, ce sont + de 26 000 emplois qui auront été supprimés au sein de nos deux anciennes directions nationales.**

Les agents de la DGFIP croulent sous le poids des réformes régressives et des restructurations, des aménagements immobiliers inconséquents, du manque de moyens humains pour accomplir leurs missions dans des conditions décentes. Ils souffrent de la perte de sens de leur travail, d'un management obsédé par la satisfaction des indicateurs et qui à ce titre prend dans de plus en plus d'endroits des tournures infantilisantes et/ou coercitives. Face à tout cela et en l'absence d'écoute à leurs difficultés, c'est légitimement que la colère s'exprime.

Parallèlement, la réduction des crédits budgétaires alloués en 2013 va poser rapidement la question du fonctionnement des services, de la priorisation, puis de l'abandon des missions.

La Révision Générale des Politiques Publiques se poursuit de facto malgré l'évolution sémantique des discours ministériel et directionnel.

Emplois, budgets, statut, dialogue social, qualifications, promotions, rémunérations, réseau, vie des services : tous ces éléments permettant aux agents de rendre un service public efficace, de le dynamiser au service de la Nation et de l'égalité de traitement des citoyens, continuent à être en ligne de mire.

**Tout doit être sacrifié sur l'autel de la politique d'austérité choisie par le gouvernement.**

Et c'est bien sur tous ces sujets que portent les revendications des personnels !

Face à cette situation porteuse de lourds dangers, la CGT Finances Publiques appelle les agents à choisir la voie de la mobilisation et de l'action collective pour exiger l'arrêt de ces logiques mortifères et l'ouverture de négociations sur les revendications. Dans le cadre d'un processus d'action inscrit dans la durée, elle les appelle à s'engager massivement dans la grève du 27 novembre dont l'ensemble des organisations syndicales a pris l'initiative.

***Le 27 novembre, tous en grève !***

**LE CHANGEMENT  
C'EST URGENT !!!**

**DRFIP  
NORD  
2012**